

Tunisie : la guerre contre la corruption doit être globale et crédible

vendredi 2 juin 2017, par [Front populaire \(Tunisie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mai 2017).

Les autorités tunisiennes ont procédé depuis le 24 mai à une série d'arrestations. Ces arrestations ont touché des personnes connues par l'opinion publique, sur lesquels pèsent de lourds soupçons de corruption, de trafic, de contrebande et de réseaux d'économie parallèle. Ces arrestations se sont déroulées dans l'opacité la plus totale, sans la moindre explication de la part du gouvernement, ce qui a eu pour conséquence une multitude d'interprétations et de rumeurs.

Le Front Populaire :

1. Rappelle que la corruption endémique sous l'ancien régime était l'un des facteurs qui ont poussé le peuple tunisien au soulèvement. La lutte contre ce fléau, néfaste pour l'économie, la société, l'Etat, la politique, la sécurité... constituait l'un des objectifs de la révolution.

Cependant, l'absence de toute volonté politique de combattre la corruption a permis son amplification depuis la chute de la dictature. Aujourd'hui, elle s'est entremêlée avec le terrorisme, représentant ainsi un danger sérieux pour le présent et l'avenir de notre pays.

2. Partant de ce constat, le Front Populaire a toujours considéré le combat contre la corruption, comme l'un des piliers de son programme et de sa lutte au quotidien : à l'assemblée des représentants du peuple et dans l'ensemble de la société, seul ou en coordination avec les forces démocratiques, partis et associations.

C'est dans ce cadre aussi que le Front Populaire s'engage aujourd'hui contre le projet de loi de réconciliation économique et financière. Un projet qui vise en réalité la normalisation et la réconciliation avec le système de corruption et de la tyrannie, au mépris du processus de justice transitionnelle qui a clairement établi les conditions de réconciliation.

3. Le Front Populaire prend acte des arrestations en cours, tout en rappelant que le gouvernement a tardé à réagir avant d'y être contraint sous la pression de l'intérieur comme de l'extérieur.

Il considère que la lutte contre la corruption, qui a atteint un niveau sans précédent sous l'actuel gouvernement, doit être menée sur la base d'une stratégie globale et transparente.

Une stratégie qui envisage la corruption comme un système complexe, lié au contexte politique et aux choix économiques.

Cela suppose une véritable volonté politique, des moyens juridiques, matériels et humains, sans quoi la lutte contre la corruption serait réduite à une opération sans lendemain, menée pour détourner l'opinion publique face à la crise sociale et politique qui secoue le pays et pour faire oublier l'échec de la coalition gouvernementale.

4. Le Front Populaire est convaincu que le combat contre la corruption sera voué à l'échec s'il n'a pas un caractère global et profond, il doit concerner tous les secteurs vitaux gangrenés par la corruption : le secteur agricole et les domaines publics, l'industrie, les banques, le commerce, le tourisme, les médias, la vie politique, le parlement, l'administration, la justice, la sécurité, les douanes...

C'est un combat qui doit être mené jusqu'au bout, sans exception aucune et quel que soit le prétexte, il doit être guidé par les luttes de notre peuple pour l'emploi, la liberté et la justice sociale.

La justice doit, quant à elle, accélérer le traitement des dossiers dont l'instruction dure. L'ensemble du processus doit s'opérer dans le respect de la constitution et de la loi, car les procès équitables et transparents sont une condition indispensable de la lutte contre la corruption.

5. Le Front Populaire rappelle que la lutte contre la corruption est une exigence fondamentale des forces démocratiques et populaires, mais elle ne peut pas à elle seule sortir le pays de la crise actuelle.

Elle ne doit pas détourner des autres combats, ni être instrumentalisée pour réprimer les libertés publiques et individuelles ou pour criminaliser les luttes sociales. Elle ne doit pas non plus servir de prétexte pour reconduire les choix socio-économiques qui reproduisent la corruption (le néolibéralisme sauvage, l'économie parallèle, les privatisations...).

6. Le Front Populaire sera vigilant face aux mesures qui seront prises par le gouvernement dans les jours à venir.

Il appelle l'ensemble des forces démocratiques et progressistes, politiques et sociales, à poursuivre la mobilisation pour une lutte globale et sérieuse contre la corruption, mais aussi pour le démantèlement total du système qui la nourrit. Tous les corrompus, doivent rendre des comptes. Il n'est pas question de permettre que cette lutte contre la corruption soit réduite à quelques personnes ou à quelques secteurs.

Le Front Populaire renouvelle son appel à poursuivre les mobilisations pour le retrait du projet de loi dite de « réconciliation économique et financière » incompatible avec la lutte contre la corruption.

Le Front Populaire de Tunisie

Tunis, le 25 mai 2017

Hamma Hammami (2 juin) : Trois ministres de l'actuel gouvernement sont soupçonnés de corruption !

<http://www.businessnews.com.tn/hamma-hammami-trois-ministres-de-lactuel-gouvernement-sont-soupconnes-de-corruption,520,72706,3>

Le porte-parole du Front populaire, Hamma Hammami, est revenu, dans une déclaration à Mosaïque Fm ce vendredi matin 2 juin 2017, sur l'opération anti-corruption menée par le chef du gouvernement.

« Le chef du gouvernement n'est pas intervenu après les arrestations : il n'a pas précisé son plan au peuple tunisien, c'est tout le problème ! Le problème n'est pas si nous sommes pour ou contre la lutte contre la corruption, mais comment combattre ce fléau sérieusement et en profondeur », a expliqué M. Hammami.

Et d'ajouter : « Pour cela, cette lutte contre la corruption ne doit pas se restreindre à certaines personnes ou secteurs. Il faut qu'elle cible les foyers principaux de corruption ».

Le porte-parole du Front populaire a soutenu que sur les 190 dossiers de corruption présentés dans le dernier rapport de Chawki Tabib, président de l'instance nationale de lutte contre la corruption, trois dossiers sont ceux de ministres de l'actuel gouvernement soupçonnés de corruption. Les soupçons concernent aussi des conseillers dans le gouvernement ainsi que des PDG, a-t-il martelé.

« Si on veut lutter contre la corruption, il faut commencer par le haut de la pyramide, donc par le gouvernement », a-t-il estimé.

P.-S.

Articles récents sur le même sujet :

Espérant mettre fin à son impopularité croissante, le pouvoir tunisien coupe quelques branches pourries

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41183>

Tunisie : La guerre contre la corruption est-elle réellement déclarée ?

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41184>